



**PROCÈS-VERBAL
REUNION DU COMITE DIRECTEUR
MERCREDI 17 DECEMBRE 2025**

- *A Clichy* -

B.O n° 2694

Début des travaux à 10h30

Appel nominal par la Secrétaire Générale

Présents :

Président	Gilles SEZIONALE
1er Vice-Président délégué	Lazreg BENELHADJ
Secrétaire Générale	Dominique CUPILLARD
Trésorier	Bernard DALMON
Vice-présidents délégués	Jean-Luc MANAUDOU Patrick PEREZ (en partie)
Vice-président(e)s	Bénédicte COMPOIS Joël PINEAU Virginie PORTAL Carine SOLLBERGER
Membres	Alex BADIAN Christine BRIOUT Joël CLOSIER Jean-François GUINOT Cécile HUGONENQ Marie-Yildiz KAVAKLIOGLU Richard LAGRAVE Hervé LESTURGIE Christine MAZIERE Benjamin MERCIER Christelle MIGNE (en partie) Marie-Noëlle NOULARD Véronique POLI

Excusés :

Vice-Présidente	Christiane GUERIN
Représentant des SHN	Alexandre CAMARASA
Représentant des SHN	Charlotte BONNET
Chargée de Mission	Sylvie CAILLET
Chargé de Mission	Jean-Marc LANDAIS
Chargée de mission	Alexandra VERGNES
Membre	Alain BERNARD
Membre	Mathieu BURBAN
Membre	Guilène FAUBOURG
Membre	Sandrine FAVROT
Membre	Francesca FILATONDI
Membre	Lionel CHALENDAR
Membre	Jacqueline MALLET

Membre	Stéphane MEYER
Membre	Laurent VIQUERAT

Assistent :

Directeur Général	Laurent CIUBINI
Directrice Générale Adjointe	Apolline COURATIER
DTN	Denis AUGUIN
DTN Adjoint	Florian BRUZZO
DTN Adjointe	Anne COZZOLINO
Directrice Administrative et Financière	Alexandra LABOUCHEIX
Responsable de la coordination des Instances	Magali TAPRET
Responsable Juridique	Antoine FONTAINE (en partie)
Représentant du CSE	Sophie LARDILLAT
Responsable des SI	Éric BOUTE (en partie)

1. Accueil du Président

Gilles Sézional ouvre la séance en souhaitant la bienvenue à l'ensemble des membres présents.

Il adresse en préambule tous ses remerciements au département des Systèmes d'Information pour sa réactivité et son professionnalisme. Leur intervention a été déterminante suite à la cyberattaque ayant visé les serveurs fédéraux, permettant ainsi de limiter les impacts sur le fonctionnement de la Fédération.

Il fait un retour sur l'actualité sportive de l'ensemble des disciplines, avec une mention particulière sur les excellents résultats obtenus lors des Championnats d'Europe petit bassin de Lublin et la belle performance du jeune nageur ajaccien Sauveur Cristofini, qui a battu lors des Championnats de France Juniors à Angers la meilleure performance française du 400m 4N, précédemment détenue par Léon Marchand.

Pour finir, il revient sur le drame survenu à Toulon avec le décès d'un enfant de 3 ans pendant un cours de natation dispensé par un club affilié. L'enquête est en cours avec une autopsie prévue. Les conditions d'encadrement semblaient conformes (personnel diplômé, nombre d'enfants respecté, surveillance adaptée). Cette tragédie soulève des questions sur les préconisations d'encadrement, notamment le ratio de 14 enfants dans l'eau pour un maître-nageur.

2. Affaires Administratives

2.1 – Information sur la Cyberattaque des serveurs FFN

Eric Bouté informe que dans la nuit du 6 au 7 décembre, la fédération a été victime d'une cyberattaque majeure. Les pirates ont réussi à récupérer un login/mot de passe d'utilisateur d'Extranet et ont téléchargé un fichier PHP malveillant permettant d'accéder à la base de données de tous les licenciés.

Cette attaque s'inscrit dans une série touchant plusieurs fédérations (tennis, karaté, danse) ainsi qu'une filiale de la Maïf et une école belge.

Les signalements ont été effectués auprès de la CNIL et de l'ANSI. La remise en service s'est faite progressivement : d'abord pour le championnat de France Junior, puis une fenêtre de 3h pour les organisateurs de compétitions du week-end, et enfin la relance complète d'Extranet. Des problèmes subsistent sur l'intégration des résultats.

L'incident souligne la nécessité de repenser l'architecture informatique avant de poursuivre le développement de nouvelles applications. La priorité est désormais la sécurisation de l'infrastructure existante.

2.2 – Nomination de Lazreg Benelhadj au poste de Président Délégué (vote à bulletin secret)

Conformément à la possibilité pour le Bureau exécutif de comprendre en son sein un président délégué (article 12.2 des statuts), il est proposé au vote du Comité Directeur la nomination de Lazreg Benelhadj au poste de Président Délégué.

Pour : (22 voix)
Contre : (1 voix)
Ne se prononce pas : (0 voix)

Lazreg Benelhadj est nommé Président Délégué.

2.3 – Validation du Guide de conduite anti-corruption (en annexe)

Élaboré suite aux recommandations de l'Agence française anticorruption, ce guide définit les différentes atteintes à la probité et détaille les procédures à mettre en œuvre pour limiter les risques. Il complète les chartes d'éthique et de déontologie existantes.

Le Comité Directeur valide le Guide de conduite anti-corruption.

2.4 – Validation du Guide interne des procédures d'achats (en annexe)

Mise en place de procédures d'achat respectant les règles de marchés publics :

- Moins de 10 000 € HT : pas de règles spécifiques
- 10 000 - 20 000 € : deux devis minimum
- 20 000 - 40 000 € : cahier des charges et contrat formalisé
- 40 000 - 216 000 € : procédure adaptée avec publication sur le site internet
- Plus de 216 000 € : procédures formalisées sur plateformes de marchés publics

Le Comité Directeur valide le Guide interne des procédures d'achats.

Lazreg Benelhadj s'interroge sur l'application de ces procédures aux ligues régionales.

Antoine Fontaine répond que la déclinaison de ces procédures n'est, pour l'instant, pas prévue pour les échelons régionaux.

2.5 – Demande d'exonération de pénalité financière à l'encontre du club de Granville Water-Polo

En date du 26 août 2025, le club de Granville Water-Polo a fait part de son souhait de se retirer du championnat de France U16 Excellence Garçons, dans lequel le club s'était initialement engagé.

Ce désengagement, bien qu'ayant eu lieu avant le début du championnat a été considéré comme un forfait général. Conformément à l'article 22 du règlement financier qui stipule que : « *Tout forfait dans le cadre de la participation aux compétitions mentionnées à l'article 21.1. du présent règlement fera l'objet d'une pénalité de :*

- *Cinq mille cinq cents (5.500) euros pour un forfait général pour toutes les compétitions listées à l'article 21.1 (tous les championnats nationaux)* », le club de Granville water-polo a été destinataire d'une amende de 5 500 €.

L'amende a été envoyée considérant que les engagements des clubs avaient été confirmés et que les calendriers des rencontres avaient été diffusés à tous les clubs participants.

Le club de Granville water-polo, a sollicité le CCWP afin de pouvoir être exonéré de cette amende. Le club met en avant les arguments suivants :

- Le club s'est retiré du championnat Excellence (national) au profit du championnat Honneur (régional), considérant que l'organisation finale du championnat Excellence engendrerait trop de frais.
- Le meilleur joueur U16 du club a rejoint le centre national d'entraînement à l'INSEP en début de saison.
- Le club de Granville water-polo participe activement au développement du water-polo en parfaite collaboration avec la fédération.
 - o Engagement d'une féminine en national 1 et une équipe masculine en national 2, une équipe U14 et U16 féminine au niveau national
 - o Engagement d'équipes jeunes masculines dans toutes les catégories au niveau régional.
 - o Club CAF pour le water-polo féminin
 - o Club organisateur d'une Coupe de France de Ligue U15
 - o Club support pour l'organisation de stage CNAHN.
 - o Mise à disposition de son entraîneur pour les équipes de France féminines.

Au regard des éléments avancés par le club, le CCWP est favorable à une exonération complète de cette amende.

Par conséquent, il est demandé aux membres du comité directeur de se prononcer sur le maintien ou non de cette amende à l'encontre du club Granville water-polo.

Le Comité Directeur valide la demande d'exonération du club Granville Water-Polo (1 abstention : Joël Closier).

3. Affaires financières

3.1 – Point à date sur les licences

- ✓ 278 160 licences (-7 738 par rapport à N-1, soit - 2,71%)
- ✓ 15 796 licences en attente
- ✓ 5 425 licences migrations
- ✓ 6 672 897,00 € pour la part fédérale
- ✓ Ces chiffres, impactés par la fermeture d'Extranat, devraient être meilleurs la semaine prochaine.

3.2 – Atterrissage financier 2025

Alexandra Laboucheix présente les prévisions d'atterrissage financier 2025 avec un excédent maintenu à environ 350K€.

Les éléments significatifs impactant les comptes 2025 au 17 décembre 2025 :

- Licences : une croissance décevante (+ 1% au lieu des + 7% espérés post-JO) qui représente un manque à gagner significatif sur une masse de 7 millions d'euros de recettes licences (- 700K€)
- Événementiel : Giant Open et Coupe d'Europe Eau Libre déficitaires (- 145 K€)
- Opération Bassins (- 230 K€), notamment sur les objectifs de vente des bassins franciliens
- Immobilisation des heures des développeurs transformés en coût d'investissement (+ 190K€)
- CE26 : transfert du coût du personnel fédéral mis à disposition sur les CE26 (+750K€)
- Divers (+ 135K€)

3.3 – Présentation du budget 2026

Le budget 2026 est exceptionnel avec 35 millions d'euros (contre 20 habituellement) en raison des Championnats d'Europe qui représentent 14 millions d'euros. Le budget global présente un déficit de 750 000 €, lié notamment à l'organisation de cet événement.

Afin d'entrer dans le détail, Apolline Couratier fait le point sur l'organisation des CE26 et l'avancement du projet à date :

- ✓ Organisation du 31 juillet au 16 août 2026 au Centre Aquatique Olympique (Saint-Denis) et sur le site de Grenelle (Paris)
- ✓ Les chiffres clés : 100 000 spectateurs attendus, des millions de téléspectateurs, 1 100 athlètes, 50 fédérations nationales européennes
- ✓ Un budget équilibré à 15 813 K€
- ✓ Un engagement fédéral à hauteur de 1,6 M€ via la mise à disposition de RH
- ✓ Un coût RH 2025 750K€ neutralisé au compte de résultat grâce aux recettes encaissées : subventions publiques, partenariats (EDF confirmé à 450-500k€), billetterie
- ✓ Conséquence sur le budget 2026 : inscription dans le budget du financement de la FFN, sur une opération ciblée et non récurrente

La présentation complète est jointe au présent procès-verbal.

Marie Kavaklioglu s'interroge sur les tarifs publics annoncés pour la Natation Artistique, qui lui semblent élevés par rapport à ceux pratiqués dans les autres organisations européennes.

Laurent Ciubini prend note de cette remarque et précise que la grille tarifaire pourra être réétudiée en cas de difficulté à vendre les sessions.

Alexandra Laboucheix poursuit avec la présentation des événements significatifs impactant le budget 2026 :

- ✓ CE26 = masse salariale 2025 (-750 K€)
- ✓ Equipes de France (-300K€)
- ✓ Convention CAO / MGP (-240K)
- ✓ Vente des bassins mobiles (-140 K€)
- ✓ Augmentation de la masse salariale (-130 K€)
- ✓ Contractualisation (-100 K€)
- ✓ Giant Open + Coupe du Monde de NA (-100 K€)
- ✓ Dotations aux amortissements (-95 K€)
- ✓ Organisations Nationales (-60 K €)
- ✓ Prospections (+140 K€)
- ✓ Licences (+710 K€) : année pleine de hausse de 5€ des licences
- ✓ Divers (-35K€)

Pour financer les CE26, il est présenté un résultat déficitaire de -750K€ (vs +350K€ en 2025), avec un engagement de résultat positif à +350K€ pour constituer nos fonds propres en 2027, 2028 et 2029.

Laurent Ciubini souligne par ailleurs que la tenue de ce budget suppose un équilibre financier global sur les CE26. Il identifie toutefois plusieurs risques financiers majeurs :

- ✓ Le partenariat (1,6M€)
- ✓ Les subventions (300K€)
- ✓ La configuration du site (avec l'espoir de revendre le bassin provisoire).

Gilles Sézionalle apporte des précisions sur les leviers d'optimisation budgétaire en cours dont un intérêt concret pour le rachat du bassin provisoire par le Maire de Clichy, rencontré récemment et une négociation actuellement menée auprès d'European Aquatics afin d'obtenir une réduction des droits d'entrée.

L'objectif affiché est de réduire autant que possible le déficit potentiel actuel estimé à -750 K€.

Les différents budgets par secteur d'activité sont présentés, dont :

Sportif :

- ✓ Organisations nationales : proposition de financer la péréquation via l'enveloppe de la contractualisation et de hausse des droits d'engagement
- ✓ Bonne dynamique de la discipline Maîtres, reflet de la réalité 2025
- ✓ Dépenses des EDF : 7 319 053 € (- 44 857 € vs 2025). Rappel : les CM de Singapour ont coûté 860 K€ l'année dernière
- ✓ Recettes des EDF : 4 185 K€, dont part fédérale 3,1 M€, vs 2,8 M€ en 2025

Direction Financière :

- ✓ Dépenses : 1 305 200 € (+ 135 567 € vs 2025), essentiellement dû à la hausse des amortissements (fonctionnement Aquavista)
- ✓ Recettes : 9 528 K€ (+ 775 K€ vs 2025) :
 - Licences : 8 815 K€ (+ 710 K€ vs 2025) ; +1% (volume) ; +2% (prix inflation)
 - Mécénat : 160 K€ (+ 60 K€)
 - Meetings Labellisés : 10 K€ (iso)
 - Subvention RIF : 80 K€ (iso)
 - Transferts internationaux : 50 K€ (iso)
 - Produits financiers : 30 K€ (iso)
 - Affiliations : 380 K€

Ressources humaines et masse salariale :

- ✓ Budget RH : 126 K€ dont frais de fonctionnement 45 K€ (+11 K€ vs 2025 (ajustement réel + modernisation des outils RH avec achat d'une nouvelle version pour les entretiens automatisés))
- ✓ Masse salariale : passage de 4 797 K€ (2025) à 5 675 K€ (2026), soit une hausse de 875 K€ :
 - +750 K€ masse salariale 2025 sur CE 2026
 - +160 K€ : augmentation, variation CET,...
 - Création de 3 postes et 4 stagiaires pour 175 K€
 - +170K sur le bilan embauches / démission
 - Recherche d'exonération transport Île-de-France pour 190 K€
 - Immobilisation des heures de développeurs -190 K€

CFR (Centre Fédéral de Ressources)

- ✓ Stratégie bassins mobiles : redéploiement de la vingtaine de bassins existants (budget équilibré 300 K€)
- ✓ Vente de bassins mobiles pour 60 K€
- ✓ Projet "Baignade en Seine" avec la Ligue de France : budget dépense 450 K€, recettes 500 K€ (excédent de 50 K€)
- ✓ Hausse du budget CFR de 468 K€ à 812 K€ (hausse de 344 K€)
- ✓ Convention CAO avec MGP : impact de 240 K€
- ✓ Contractualisation : 100 K€. Il est précisé que cette somme répond notamment aux difficultés rencontrées par la ligue de Nouvelle Calédonie. La mission de tour des ligues évaluera les projets.
- ✓ Enveloppe aide outre-mer : 75 K€
- ✓ Augmentation assurance de 26 K€ (hausse de 10%)

Formation :

- ✓ Budget excédentaire : passage de 186 K€ en 2025 à 158 K€ en 2026
- ✓ Fin de l'effet d'opportunité sur les équivalences DES
- ✓ Achat d'un nouvel outil pour le suivi administratif des contrats d'apprentissage

- ✓ Financements ANS : 105 K€

Rayonnement / partenariats / Événementiel :

- ✓ Recettes de partenariat :
 - 1 486 K€ (+ 80 K€ vs 2025) - Enveloppe prospection 200 K€ (vs 210 K€ en 2025)
 - Échanges marchandises : 645 K€ (+ 311 K€ vs 2025)
 - Ventes boutique : 10 K€, dont 5 K€ de vente du livre « Ce rêve d'Or » (+ 5 K€ vs 2025)
- ✓ Événementiel :
 - EDF Aqua Challenge : 49 K€ (budget iso 2025)
 - Giant Open : 70 K€ (investissement fédéral)
 - Coupe du monde natation artistique : 30 K€
- ✓ Budget fonctionnement direction : stable à 746 K€

Développement des pratiques & Santé :

- ✓ Actions financées 100%, grâce notamment au financement ANS 150 K€ :
 - JAN : 94 K€
 - Apprentissage : 51 K€
 - Natation Santé : 27 K€
 - Activités estivales : 20 K€
- ✓ Académie de la Natation : 20 K€ sur budget fédéral

Ressources numériques et Aquavista :

- ✓ Budget fonctionnement stable : 188 K€

Budget Aquavista : baisse de 646 K€ à 465 K€, grâce notamment à la fin de la prestation avec le prestataire en charge du pilotage du projet : MAESTIS

- ✓ Renforcement des ressources humaines en interne

La présentation complète est jointe au présent procès-verbal.

Le budget 2026 est mis au vote du Comité Directeur.

Le Comité Directeur valide le budget 2026.

3.4 - Débat sur la stratégie budgétaire

Plusieurs pistes sont ensuite évoquées et débattues en vue d'être proposées au vote de l'AG 2026 :

- ✓ **Affiliations et frais de communication** : augmentation de 10 % pour les Ligues et Comités Départementaux, suivie par la suite d'une indexation sur l'inflation.
- ✓ **Tarif des licences** : indexation systématique sur l'inflation.
- ✓ **Certificat "100% licence"** : Mise en place d'un dispositif permettant aux ligues de contrôler leurs structures (sous peine de voir les tarifs doubler pour les structures non conformes). L'objectif est d'inciter les clubs à respecter l'obligation de licence pour tous les pratiquants.
- ✓ **Licences Compétition** : action ciblée sur les clubs ne déclarant que des licences de type "compétition".
- ✓ **Droits d'engagement** : augmentation des tarifs pour toutes les disciplines afin de garantir l'équilibre financier des organisations.

Le Comité Directeur valide les orientations présentées, incluant le principe général d'indexation sur l'inflation.

3.5 - Point sur la facturation des clubs de water-polo

Depuis la saison 2024/2025, les engagements des clubs de water-polo sont payés par prélèvement automatique. Cette mesure vise à fluidifier la trésorerie des clubs et à favoriser l'égalité sportive, en limitant les retards de paiement abusifs en fin de saison. À ce jour, 10 clubs sont en situation de rejet sur le prélèvement de fin novembre. Un courrier sera adressé par la Fédération pour leur signifier qu'à défaut de régularisation, leur participation aux championnats sera suspendue.

4. Affaires sportives

4.1 – Eau Libre : règlement du championnat de France et évolution du circuit

Bénédicte Compois présente l'évolution du circuit de la Coupe de France et du Championnat de France Eau Libre, avec l'ambition d'inciter les clubs à renouer avec la pratique :

- ✓ Grand circuit fédéral (60 étapes) : mise en place d'une démarche de labellisation valorisant la pratique compétitive pour les clubs et intégrant des critères de responsabilité sociétale et de transition écologique.
- ✓ EDF Aqua Challenge (10-12 étapes) : circuit principalement dédié au grand public (minimum 500 participants), toujours organisé sur le circuit CFEL.
- ✓ Nouveau circuit "Performance" (5 étapes de mai à juillet) : dédié aux juniors, avec une finale mi-juillet et la remise d'un trophée des clubs.
- ✓ Championnats de France : ouverture élargie avec un critère de qualification fixé à moins de 3h sur 10km pour redensifier la compétition. Le relais 4 x 1500m sera positionné mi-juillet lors de la finale de la Coupe des Clubs.

Virginie Portal s'interroge sur l'accueil des personnes en situation de handicap sur ces championnats. Bénédicte Compois confirme que cette inclusion sera pleinement intégrée au règlement.

L'intégralité des règlements Eau Libre sera proposée au vote du Comité Directeur via consultation électronique en janvier 2026.

4.2 – Bilan des Championnats d'Europe petit bassin Lublin 2025

Denis Auguin détaille les performances réalisées aux Championnats d'Europe petit bassin à Lublin avec une analyse des taux de conversion :

- ✓ 37 épreuves individuelles (13 garçons, 6 filles) ;
- ✓ 7 médailles chez les garçons, 5 chez les filles :
 - 2 Or : Maxime Grousset au 100 NL et 100 Pap
 - 8 Argent : Maxime Grousset au 50 NL et 100 4N / Béryl Gastaldello au 50 NL et 100 NL / Mewen Tomac au 100 dos et 200 dos / Analia Pigrée au 50 dos / Relais hommes 4x50 4N
 - 3 Bronze : Pauline Mahieu au 200 Dos / Béryl Gastaldello et Maxime Grousset au 50 Pap
- ✓ Amélioration des performances entre qualifications et compétition
- ✓ 4 relais engagés avec une médaille et un record de France

La présentation complète est jointe au présent procès-verbal.

4.3 – Ouverture de 4 postes de CTS :

- Outre-mer (Martinique-Guyane-Guadeloupe)
- Suivi et coordination du PPF
- Optimisation de la performance

- Responsable de la Formation

Les entretiens de recrutement se dérouleront les lundi 22 et mardi 23 décembre prochains.

4.4 – Point sur les subventions et financements

- ✓ Reconstitution des financements ANS pour 2026
- ✓ Rallonge de 50 K€ en 2025 (initialement 250 K€, réduite par Bercy)

5. Validation des résultats de la campagne de Labellisation 2025 (en annexe)

Bénédicte Compois fait un retour sur la campagne de labellisation 2025. Malgré un bilan globalement satisfaisant, plusieurs difficultés ont été identifiées :

- ✓ Problèmes sur les critères "savoir nager" et mise à jour des diplômes
- ✓ Mise en place d'un système de rattrapage pour maintenir la dynamique des clubs.
- ✓ Nécessité de réviser les critères pour la prochaine campagne afin de gagner en fluidité.
- ✓ Organisation d'une réunion fin janvier pour clarifier les règles.

L'objectif de cette campagne était de ne perdre aucun club déjà labellisé tout en intégrant de nouvelles structures.

Joël Closier estime qu'un travail de fond est nécessaire sur le processus même et sur la pertinence des critères.

Jeff Guinot s'interroge sur la durée de validité du label. Bénédicte Compois précise que si le label est valable 4 ans avec révision annuelle, le cadre manque de clarté. Elle confirme la nécessité de remettre le système à plat pour 2026.

Joël Pineau insiste sur l'importance d'organiser une réunion d'information spécifique pour expliquer le processus aux structures.

Les résultats de la campagne de Labellisation 2025 sont mis au vote du Comité Directeur.

Le Comité Directeur valide la campagne de labellisation 2025 (1 abstention : Joël Closier - 5 contre : Lazreg Benelhadj, Carine Sollberger, Cécile Hugonenq, Virginie Portal, Gilles Séziona).

6. Championnats d'Europe 2026

6.1 – Validation de la Charte en faveur de l'égalité Femmes-Hommes & Lutte contre toutes les discriminations et formes de violence (en annexe)

Ce document vise à compléter les mesures déjà mises en place par la Fédération.

Le Comité Directeur valide la Charte en faveur de l'égalité Femmes-Hommes & Lutte contre toutes les discriminations et formes de violence.

6.2 – Validation de la politique de voyages professionnels (en annexe)

Le Comité Directeur valide la politique de voyages professionnels, visant à réduire l'empreinte carbone.

7. Calendrier institutionnel

- **Mercredi 21 janvier 2026** : Bureau fédéral en présentiel
- **Mercredi 11 février 2026** : Comité Directeur en visioconférence

8. Questions diverses

8.1 – Demande de la ligue Nouvelle Aquitaine

Le Comité Directeur examine la demande de la ligue Nouvelle Aquitaine concernant l'exonération de paiement d'une facture sur E-pareo datant de plusieurs années, situation qui bloque actuellement l'octroi de certaines aides fédérales.

Dans un souci d'équité vis-à-vis des autres structures, le Comité Directeur confirme que la ligue Nouvelle Aquitaine doit s'acquitter de cette facture, nonobstant le fait qu'elle date du mandat antérieur.

8.2 – Formation

Jean-Luc Manaudou fait le constat d'un manque d'harmonisation entre les ERFAN. Il met l'accent sur la nécessité de renforcer le rôle centralisateur de l'INFAN en tant que structure de mutualisation, d'harmonisation, de coordination et de définition des priorités.

Lazreg Benelhadj confirme que ce constat est partagé et qu'une réorganisation du secteur formation est actuellement en cours.

8.3 – Débat sur les critères de sélection en Natation Artistique

Jean-Luc Manaudou intervient sur les critères de sélection des équipes de France, les jugeant trop stricts. Il préconise une lecture plus souple afin de ne pas écarter des espoirs prometteurs, citant l'exemple récent d'une nageuse corse performante non sélectionnée.

Un débat s'engage sur l'équilibre entre critères géographiques et performance pure. Compte tenu du faible volume d'athlètes en natation artistique, la Fédération ne peut se priver de talents potentiels.

Denis Auguin confirme que les critères quasi nominatifs posent question ; la sélection ne doit pas être conditionnée au lieu d'entraînement de l'athlète, mais dans l'intérêt des résultats des Equipes de France.

8.4 – Harmonisation des pratiques Natation Course

Jean-Luc Manaudou souligne l'impératif d'harmoniser les pratiques territoriales et d'impulser la politique sportive fédérale dans les territoires.

Denis Auguin apporte des précisions sur les actions en cours :

- ✓ Création de schémas de fonctionnement identiques pour l'ensemble du territoire.
- ✓ Un référent chargé de la cohérence des contenus pédagogiques et de formation (notamment via des supports vidéo).

Gilles Sézional se félicite de l'état d'avancement de ce dossier et remercie l'équipe technique pour ce travail de structuration.

Denis Auguin précise par ailleurs qu'une visite des DRAJES et ligues par la DTN débutera en janvier 2026.

9. Clôture des travaux par le Président

Gilles Sézionalie remercie l'ensemble des membres du Comité Directeur pour la richesse des interventions et la qualité des débats. Il souhaite à toutes et à tous d'excellentes fêtes de fin d'année.

Clôture des travaux à 15h30.

La secrétaire générale

Dominique CUPILLARD

le Président

Gilles SEZIONALE